



INITIATIVE 12% ARNAQUE FISCALE



ESCROQUERIE SOCIALE

MOBILISONS-NOUS, ENGAGEONS-NOUS, RÉSISTONS

POUR SAUVER LES SERVICES PUBLIC ET PARAPUBLIC, TOUTES LES PRESTATIONS
À LA POPULATION, L'EMPLOI, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION

NON

AUX CADEAUX FISCAUX POUR LES RICHES

AUX COUPES DANS LES SERVICES PUBLIC ET PARAPUBLIC

À LA DÉGRADATION DES PRESTATIONS À LA POPULATION

Face à l'attaque des prédateurs patronaux qui veulent imposer une nouvelle baisse des impôts sur le revenu et la fortune qui profitera essentiellement aux plus riches, dont le coût pour les finances publiques s'élève à près de 300 millions de francs par année...

Face à la poursuite et l'aggravation des politiques austéritaires et au retour des déficits budgétaires et comptables décrétés suite aux 365 millions de baisses fiscales déjà adoptées par les majorités de droite du Conseil d'Etat et du Grand Conseil, farouches fossoyeurs:

- des services public et parapublic
- des prestations essentielles à la population vaudoise (santé, éducation, social, transports, culture, subsides à l'assurance-maladie, protection de la population, protection de l'environnement, durabilité et climat, politique énergétique...)
- de l'emploi et des conditions de travail et de rémunération des travailleuses et travailleurs de l'Etat de Vaud et des secteurs subventionnés (écoles, hôpitaux, EMS, soins à domicile, établissements du secteur social, police et sécurité publique...)

Après les retentissantes et décisives mobilisations (journées de grève, actions sur les lieux de travail et manifestations de masse) de l'automne 2025 contre les coupes budgétaires prévues pour 2026 par les majorités de droite du Conseil d'Etat et du Grand Conseil vaudois...

Il faudra déjà dès la fin des vacances scolaires et jusqu'à la fin de l'année remettre l'ouvrage sur le métier pour défendre les services public et parapublic, les presta-

tions essentielles à la population vaudoise, l'emploi et nos conditions de travail et de salaire contre l'initiative 12% des milieux économiques et contre les coupes et le démantèlement du service public, soit **665 millions de coupes par année dès le 1^{er} janvier 2027.**

Le 27 septembre 2026 votons **NON** à « l'initiative 12% »

Cette initiative qui veut imposer une baisse d'impôts de 12% sur le revenu et la fortune pour prétendument redonner du pouvoir d'achat à toutes et tous, ne profitera en premier lieu qu'aux contribuables les plus riches, et aggravera l'évolution inégalitaire des revenus.

Si l'initiative est acceptée, se sera :

1. Pour les contribuables avec les revenus les plus élevés :

Sur 200 millions de baisses fiscales sur le revenu, 71% de ce montant profitera aux 25% des contribuables les plus riches, soit **142 millions.**

2. Pour les fortunes les plus élevées :

Sur 100 millions de cadeaux fiscaux sur la fortune, 85% de ce montant profitera aux 10% de fortunes les plus élevées, soit **85 millions.**

3. Pour les contribuables avec des revenus moyens :

Sur 200 millions de baisses fiscales sur le revenu, 29% de ce montant profitera aux 50% des contribuables des classes moyennes soit 58 millions.

4. Pour les fortunes les moins élevées :

Sur 100 millions de baisses fiscales sur la fortune, 15% de ce montant sera réparti sur 90% de fortunes les moins élevées, soit 15 millions.

5. Pour les revenus des classes populaires :

Sur 200 millions de baisses fiscales sur le revenu, la plupart des contribuables des classes populaires (25% du nombre de contribuables) ne bénéficieront d'**aucune baisse d'impôts**, ou au mieux de quelques peanuts.

6. Pour le 70% des contribuables vaudois.es qui ne paient pas d'impôts sur la fortune :

L'initiative 12%, c'est **0 franc de baisses fiscales**.

Pour les contribuables avec des revenus moyens et les classes populaires, les prétendues améliorations de leur pouvoir d'achat seront inexorablement réduites et même **totalelement annulées par l'augmentation effective du coût de la vie** (primes d'assurance-maladie, loyers, transports, énergie, panier de la ménagère), et par l'absence d'indexation des salaires.

Et cela, sans prendre en compte les coupes budgétaires déjà programmées par le Conseil d'Etat à majorité de droite pour résorber les déficits provoqués par 365 millions de baisses fiscales déjà adoptées par la majorité de droite du Grand Conseil...

Quelles conséquences déclencherait l'acceptation de « l'initiative 12% » ?

Un « oui » le 27 septembre 2026 générerait dès 2027 près de 300 millions de francs supplémentaires de baisses d'impôts dont profiteront exclusivement les plus riches contribuables de ce canton.

Au total, c'est près de 665 millions de cadeaux fiscaux qui vont peser sur les finances cantonales et déclencher de nouvelles mesures d'économie qui vont s'ajouter à celles induites par les politiques d'austérité orchestrées depuis des années par les milieux économiques, le gouvernement cantonal à majorité de droite et ses appuis parlementaires.

Qui va payer l'addition ?

Si près de 665 millions de baisses fiscales sont soustraits des ressources publiques, des coupes seront effectuées par gel des dépenses publiques, réduction et péjoration des prestations, baisse des subsides et des aides, suppression et péjoration de l'emploi, dégradation des conditions de travail et des salaires.

Pour les travailleuses et travailleurs de l'Etat de Vaud et des secteurs subventionnés, l'équation est simple :

Voter OUI le 27 septembre à l'initiative 12%, c'est approuver des coupes de prestations essentielles à la population :



plus d'élèves dans des classes bondées, des enseignant.e.s débordé.e.s et une éducation menacée, le CHUV, les hôpitaux régionaux, les EMS et les soins à domicile surchargés, des soignant.e.s surmené.e.s et un système de santé sinistré, un manque de personnel et du personnel à bout de souffle au sein de la protection de l'enfance et de l'accompagnement des personnes en situation de handicap, une diminution des postes de travail dans tous les secteurs, et notamment ceux où sévit déjà une importante pénurie de personnel, une dégradation des conditions de travail et de salaire dans les secteurs public et parapublic avec pour conséquence une forte dégradation en qualité et quantité des prestations fournies à la population.

Voter NON le 27 septembre à l'initiative 12%, c'est mettre un cran d'arrêt aux baisses d'impôts sur le revenu et la fortune qui profiteront essentiellement aux plus riches.



Si l'initiative est refusée par les citoyen.ne.s de ce canton, il sera alors possible de **focaliser les luttes** contre le plan de retour à l'équilibre financier du Conseil d'Etat.

Et il sera ensuite impératif pour les travailleurs et travailleuses des secteurs public et parapublic, et pour les classes populaires, de porter le fer **contre les coupes brutales dans les budgets** des hôpitaux, des établissements de soins, des institutions sociales, des prestations sociales, de l'école, de l'accueil de jour, des universités et hautes écoles, de la sécurité, des subsides LAMAL, de l'entretien des infrastructures...

Piller 12% de notre bien commun?
NON à l'initiative 12%!

Fédération syndicale SUD

www.sud-vd.ch

info@sud-vd.ch



@sudresiste



@sud_federation_syndicale



t.me/sud_vd